

Peut-être devrais-je commenter brièvement la mesure législative présentée dernièrement pour donner justice aux victimes du crime. Sous la direction du sergent-détective Ménard, un groupe de bénévoles a pris l'initiative et fait des instances répétées afin que le gouvernement présente ce genre de projet de loi. Dorénavant, les criminels vont peut-être être forcés de payer pour leurs méfaits et, mieux encore, on va reconnaître les droits et les besoins des victimes.

Je suis fier du fait que la région de West Island dans ma circonscription ait été choisie pour qu'on y tienne les cérémonies de la cour de citoyenneté. Pour la première fois, la cour de citoyenneté, et tout ce qu'elle représente, va se retrouver là où vivent les nouveaux citoyens.

Depuis quelques années déjà, un représentant du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social vient à West Island une fois par mois afin de répondre à des questions sur les pensions de sécurité de la vieillesse et les allocations familiales.

En terminant, je dirai que la bonne volonté, la confiance et l'assurance dont mes remarques de cet après-midi témoignent au nom de mes électeurs sont le reflet de notre confiance envers le ministre des Finances et dans la continuité et la stabilité de son message économique et de son exposé budgétaire.

[Français]

M. Leblanc: Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter le député de Lachine (M. Layton) pour l'excellent discours qu'il vient de prononcer. Le député de Lachine est un homme d'expérience, il a environ 62 ans. Il possède une vaste expérience dans le domaine des affaires, à Montréal. Je puis l'assurer que ce qu'il a dit aujourd'hui, en ce qui concerne le Budget, c'est la vérité.

En 1984, l'ancien ministre des Finances, M. Lalonde, prévoyait 48 milliards de dollars de déficit. Quarante-huit milliards de dollars de déficit, c'est ce qu'il prévoyait. Nous avons réussi, dans la même année, à réduire le déficit à 36 milliards de dollars, ce qui veut dire 12 milliards de dollars de moins. Cela veut dire tout simplement que le ministre des Finances avait visé juste.

Il y a quelque chose que j'aimerais ajouter au discours du député de Lachine (M. Layton) quand il parle de la création d'emplois qui génère des revenus dans l'assiette fiscale du gouvernement fédéral. Pendant la période de 1980 à 1984, la région de Montréal, avec le gouvernement libéral d'alors, a réussi à voir baisser le nombre d'emplois de 4 000. Cependant, une partie de notre mandat et le court temps que nous avons utilisé pour remettre toute la machine dans un état de bon fonctionnement, de 1984 à 1987, pendant trois ans seulement, nous avons réussi dans la région de Montréal... Je dis la région de Montréal parce que le député de Lachine est de la région de Montréal. Moi aussi, je suis de la région de Montréal et je suis fier de dire que l'on a créé dans cette région 114 000 nouveaux emplois dans trois ans seulement après l'élection du parti progressiste conservateur. Alors, vous vous imaginez, monsieur le Président, que ce que le ministre des Finances a entrepris comme projet à long terme, parce que le Budget du ministre des Finances n'était pas nécessairement un budget d'année en année comme les libéraux le faisaient dans leur temps, ce que nous avons fait, c'est un budget à long terme, un projet à long terme, qui permet justement aux gens d'affaires d'investir dans un programme à long terme. Il n'y a personne

Le budget—M. Layton

qui investit des sommes importantes dans les affaires, sans savoir d'année en année quel genre de budget le ministre va présenter.

Le grand avantage et les félicitations que je dois adresser au ministre des Finances, c'est justement le fait qu'il a décidé de faire un programme à long terme pour stabiliser l'économie canadienne. Alors, je demanderais: Est-ce que vous croyez, monsieur le député de Lachine... et je pense personnellement que les 28 milliards prévus sont un déficit trop élevé, je dirais même qu'à la vitesse que la croissance continue, par les statistiques qu'on vient d'entendre le mois passé, le déficit ne sera même pas de 28 ou 29 milliards, mais il sera d'environ 25 milliards de dollars. Qu'est-ce que vous pensez de cela, monsieur le député de Lachine?

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Longueuil (M. Leblanc) a posé une question au député de Lachine (M. Layton). Le député veut-il répondre?

• (1740)

[Français]

M. Layton: Je remercie mon collègue le député de Longueuil (M. Leblanc) qui est lui-même un homme d'affaires, un chef de file d'une région aussi forte que la mienne, la rive sud de Montréal, c'est une région bien connue et bien établie, en pleine forme aujourd'hui.

Oui, je suis totalement d'accord sur le fait qu'il est nécessaire de continuer notre programme de réduction du déficit annuel. Un but, un objectif comme 25 milliards, c'est assez prometteur, je pense, mais c'est toujours avec une conscience d'autres éléments dans l'économie de notre pays. J'ai passé deux ans comme ministre d'État (Mines) et je suis conscient que pour les mines c'est un environnement très délicat, très volatil, et il est nécessaire d'avoir des programmes disponibles et applicables pour les régions et pour les industries, les secteurs comme les mines qui peut-être se trouvent de temps en temps dans des cycles négatifs. Mais avec cette réserve... je suis très confiant, je suis très certain que vos suggestions comme 25 milliards et le fait de réduire toujours en même temps nos besoins de prêts annuels et des dettes.

Une voix: Le député de Longueuil ne sera pas là, c'est ça l'affaire!

M. Layton: Oui, mais il m'entend certainement.

Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que je suis totalement en accord avec mon collègue.

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il d'autres questions? Je reconnais l'honorable député de Richmond—Wolfe (M. Tardif).

M. Tardif: Monsieur le Président, le député ministériel a longuement discuté de la nécessité et de la pertinence de réduire le déficit.

Or, à ce chapitre, tout le monde reconnaît l'importance de diminuer le déficit. Mais je dois lui dire que tous les observateurs s'entendent pour dire que le déficit, s'il a baissé, ce n'est pas dû à une saine gestion, c'est dû aux augmentations d'impôts.

La question que j'adresse au député est la suivante: Pourquoi son gouvernement a-t-il choisi de baisser le déficit en